



Communiqué

NO PASARAN

Dimanche 9 juin, l'extrême droite a obtenu près de 40% des suffrages lors des élections européennes, soulignant la gravité de la situation actuelle. L'extrême droite a toujours été, et reste, l'ennemie mortelle des travailleur.euses et de la démocratie. Son programme vise à préserver les privilèges des classes favorisées en désignant des boucs émissaires tels que les étrangers, les femmes, ou les LGBTQI+ pour détourner la colère sociale.

Cette montée de l'extrême droite est en grande partie la conséquence des politiques menées par le gouvernement lors des deux derniers quinquennats et du mépris systématique opposé à toutes les luttes des travailleurs et travailleuses, comme lors de la réforme des retraites. Par ses actions et ses discours, le gouvernement a banalisé et légitimé les thèses de l'extrême droite racistes, favorisant une nouvelle progression de celle-ci aux élections.

Suite à ces résultats électoraux, le Président de la République, en totale irresponsabilité, a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale, rendant imminente la menace de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

Solidaires-Justice, comme l'Union Syndicale Solidaires, condamne fermement cette fuite en avant et cette mise en danger mortelle de la démocratie.

Nous appelons d'ores et déjà les agent.e.s du ministère à se joindre aux travailleuses et travailleurs du pays pour s'opposer de toutes leurs forces à l'extrême droite.

Solidaires-Justice s'associera à toutes les initiatives intersyndicales et soutiendra tous les appels du monde associatif, politique et citoyen à la mobilisation contre l'arrivée au pouvoir des néofascistes !

**Notre adversaire : le capitalisme !
Notre ennemi : le fascisme !**

Paris, le 10 juin 2024.